



# L'ABÉCÉDAIRE DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

L'objectif de ce document est d'offrir une introduction sur ce qui est communément connu sous le terme d'aide étrangère ou d'aide publique au développement (APD), une partie importante des rapports entre les pays développés et les pays en voie de développement. En 2015, les pays donateurs ont déclaré avoir donné 132 milliards de dollars américains en aide publique au développement, soit une augmentation de 7 % par rapport à 2014.<sup>1</sup>

## A. Qu'est-ce que l'aide ?

L'aide est le principal transfert international de ressources (surtout financières) visant principalement le développement et la réduction de la pauvreté dans les pays en voie de développement. Il couvre un large éventail d'activités allant de l'aide humanitaire à court terme à des programmes de renforcement des capacités s'échelonnant sur plusieurs années. Le Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), le groupe des pays industrialisés qui sont également les pays donateurs traditionnels de l'aide, définit l'APD comme étant :

tous les apports de ressources qui sont fournis aux pays et territoires sur la Liste des bénéficiaires d'APD, ou à des institutions multilatérales, et qui répondent aux critères suivants :

- i. Émaner d'organismes publics, y compris les États et les collectivités locales, ou d'organismes agissant pour le compte d'organismes publics ; et

- ii. Sachant que chaque opération doit en outre :
  - a) avoir pour but essentiel de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie des pays en développement ; et
  - b) être assortie de conditions favorables et comporter un élément de libéralité au moins égal à 25 %.<sup>2</sup>

L'APD ne comprend pas l'équipement ou les services militaires, ni les activités de lutte contre le terrorisme. Cependant, le coût d'utilisation des forces armées des pays donateurs lorsqu'ils acheminent l'aide humanitaire est admissible. De même, la plupart des dépenses relatives au maintien de la paix sont exclues, sauf pour certaines activités qui sont étroitement définies et orientées vers le développement. Les programmes culturels sont des dépenses admissibles dans la mesure où ceux-ci renforcent les capacités du pays bénéficiaire et non à promouvoir l'image du pays donateur.

## **Le Groupe McLeod œuvre au renforcement de la contribution du Canada à un monde meilleur.**

Le Groupe McLeod est composé de professionnels possédant de nombreuses années d'expérience au sein du gouvernement, de la société civile et du milieu universitaire, qui travaillent dans tous les domaines du développement international, de la diplomatie et de la politique étrangère. Nous collaborons avec d'autres intervenantes et intervenants qui apprécient les droits de la personne, l'intégration, l'égalité et le développement durable pour faire avancer la politique et l'action du Canada dans les domaines de la coopération internationale et des affaires étrangères.

260, rue Metcalfe, bureau 6A, Ottawa (Ont.) K2P 1R6

[McLeodGroup.ca](http://McLeodGroup.ca) | [mcleodgroup12@gmail.com](mailto:mcleodgroup12@gmail.com) | [@theMcLeodGroup](https://www.facebook.com/theMcLeodGroup)

Pour aider à mieux comprendre la raison d'être de l'aide, le penseur du développement Amartya Sen affirme très clairement ceci : « Le développement exige la suppression des principaux facteurs qui s'opposent aux libertés : la pauvreté aussi bien que la tyrannie, l'absence d'opportunités économiques comme les conditions sociales précaires, l'inexistence de services publics autant que l'intolérance ou la répression systématique exercée par les États autoritaires ».<sup>3</sup>

L'**origine** des formes actuelles de l'aide au développement remonte au Plan Marshall, une initiative des États-Unis pour aider l'Europe occidentale à se rétablir après la Seconde Guerre mondiale grâce à des transferts financiers massifs pour reconstruire l'infrastructure industrielle et civique. Au milieu des années 1950, reconnaissant les besoins en matière de développement économique et social des pays membres nouvellement indépendants du Commonwealth en Asie, les pays développés membres du Commonwealth ont adopté un programme d'aide intitulé le Plan de Colombo. Le Canada a été un chef de file de cette initiative.

La vague de pays africains accédant à l'indépendance à la fin des années 1950 et durant les années 1960 a présenté de nouvelles demandes pour de l'aide. À l'origine, autant sous le Plan de Colombo que sous les programmes subséquents d'aide pour l'Afrique, les Caraïbes et dans une certaine mesure l'Amérique latine, l'accent était mis sur les infrastructures, en suivant le modèle du Plan Marshall. Cependant, avec l'expérience acquise, les acteurs se sont rendu compte que cette approche n'a pas conduit aux améliorations espérées au niveau de la qualité de vie, telles qu'une augmentation du niveau d'alphabétisation, de l'espérance de vie et des niveaux de nutrition, ainsi qu'une amélioration de la situation des femmes.

L'aide a **évolué**. En 1968, la Commission du développement international, dirigée par le Canadien Lester B. Pearson, a proposé la cible de 0,7 % du PNB pour l'APD, ce qui reste à ce jour la seule mesure quantitative sur laquelle les pays donateurs sont en accord. Les années 1980 ont été marquées par un certain nombre de commissions et des conférences

internationales sur des thèmes clés du développement tels que le genre, l'environnement et l'éducation. Les années 1990 ont abouti à la Déclaration du Millénaire des Nations Unies et aux Objectifs du Millénaire pour le développement, incluant un ensemble de cibles à atteindre avant 2015. Après la conférence de Monterrey en 2002 sur le financement du développement, et particulièrement depuis 2005, l'accent a été mis sur l'efficacité de l'aide et les partenariats entre les pays développés et ceux en voie de développement. Bien que les pays membres du CAD de l'OCDE adhèrent largement aux différents principes, objectifs et lignes directrices permettant une aide de bonne qualité, un certain nombre de nouveaux pays donateurs du Sud se sont tenus à l'écart de ce cadre, préférant conclure des accords bilatéraux pour acheminer leur aide, laquelle ne correspond pas toujours à la définition de l'APD.

---

***En 2012, près de 400 millions des personnes les plus pauvres de la planète vivaient dans des pays où l'APD était la plus importante source de financement du développement international***

---

## **B. Pourquoi l'aide est-elle importante ?**

En 2012, près de 400 millions des personnes les plus pauvres de la planète vivaient dans des pays où l'APD était la plus importante source de financement du développement international.<sup>4</sup> Alors que les investissements directs étrangers dans les pays en voie de développement étaient d'environ quatre fois plus élevés que l'APD en 2012, presque autant de capitaux sont sortis de ces pays lors du rapatriement des profits au courant de la même année. Bien qu'en 2013, le niveau de l'APD qui a été déclaré a augmenté à une somme inégalée de 135 milliards de dollars, la part allant aux pays les plus pauvres ou les plus démunis en Afrique subsaharienne a quant à elle diminué.<sup>5</sup>

Les dépenses publiques des pays bénéficiaires de l'aide jouent un rôle essentiel dans le processus de développement, ouvrant ainsi la voie à l'investissement dans les infrastructures sociales (écoles, systèmes de santé et installations d'eau et d'assainissement), ainsi que dans les infrastructures de transport et d'énergie. La mobilisation des ressources domestiques est souvent ardue dans les pays pauvres. L'aide est importante pour son effet catalyseur et son soutien aux investissements en matière d'infrastructure, ainsi que pour son effet multiplicateur probable sur les dépenses faites par le gouvernement bénéficiaire.

---

### ***L'investissement étranger direct en Afrique en 2012 a totalisé 56,3 milliards de dollars américains, mais a été fortement concentré dans seulement quatre pays***

---

Au courant des dernières années, certaines critiques fortement débattues au sujet de l'aide, notamment de la part de William Easterly et de Dambisa Moyo, faisaient valoir que l'aide n'a pas atteint ses objectifs. En fait, Moyo a soutenu que l'aide a fait reculer le développement social et économique en Afrique et a perpétué la dépendance des pays en voie de développement envers la charité. D'autres critiques estiment que l'APD n'est plus importante puisque d'autres flux financiers, incluant les envois de fonds et les investissements du secteur privé, sont beaucoup plus importants en volume et soutiennent mieux la croissance économique et la création d'emplois. Toutefois, ces flux ne contribuent pas à améliorer la vie des personnes les plus pauvres dans les pays en voie de développement en soutenant l'amélioration des systèmes d'éducation, les programmes et les infrastructures dans le domaine de la santé (cliniques et hôpitaux), les systèmes d'eau et d'assainissement, ainsi que les infrastructures de transport et d'énergie de base dans les régions rurales.

Les **envois de fonds** sont importants pour les familles et pour les économies nationales. En 2015, les personnes

vivant en dehors de leur pays de naissance ont envoyé chez eux, dans les pays en voie de développement, plus de 440 milliards de dollars américains. Ils ne constituent cependant pas un substitut à l'aide au développement en raison de leur nature épisodique, non ciblée et inégale. Près de la moitié de tous les envois de fonds sont acheminés à cinq pays : l'Inde (72 milliards \$), la Chine (64 milliards \$), les Philippines (30 milliards \$), le Mexique (26 milliards \$) et le Nigéria (21 milliards \$).<sup>6</sup> Il est important de noter que la France, l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne et l'Italie figurent parmi les quinze principaux bénéficiaires des envois de fonds.<sup>7</sup>

Tel qu'il a déjà été indiqué ci-dessus, les investissements directs étrangers (IDE) peuvent être une source importante de financement extérieur pour les pays en voie de développement. Cependant, les IDE sont également épisodiques et largement en faveur du secteur extractif. En 2012, les IDE vers l'Afrique ont totalisé 56 milliards de dollars américains, mais ils étaient concentrés dans seulement quelques pays.<sup>8</sup> Aussi, les IDE se déplacent dans les deux directions ; en 2012, les IDE sortant de l'Afrique ont presque triplé pour atteindre 14 milliards de dollars américains.<sup>9</sup>

### **C. Les résultats de l'aide**

Le développement est en grande partie un exercice de collaboration où l'aide venant de sources externes – si c'est fait correctement – permet de soutenir les stratégies, plans et programmes des pays en développement. Il est donc souvent difficile de lier l'aide à un ensemble spécifique de produits et de résultats et ceux qui prétendent que leur aide a réduit la pauvreté, baissé le taux d'analphabétisme ou augmenté l'espérance de vie ne racontent pas toute l'histoire ; le pays récipiendaire a généralement, si ce n'est pas toujours, été l'acteur responsable de la réalisation des objectifs de développement.

Cela étant dit, l'aide a joué un rôle très important dans la réduction du taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans et a soutenu le succès de programmes de vaccination et d'éradication de maladies telles que la variole, la cécité des rivières en Afrique de l'Ouest et les

progrès réalisés dans la réduction de l'incidence de la polio dans le monde. Par le biais de ces réalisations et d'autres programmes d'aide en matière de nutrition et de santé, l'aide a contribué à augmenter l'espérance de vie dans les pays à faible revenu qui est passée de 50 ans en 1990 à 61 ans en 2014.<sup>10</sup> Un autre élément important est le fait que les personnes dans les pays en voie de développement sont moins susceptibles d'être gravement malades, et donc moins aptes à travailler pour elles-mêmes et leur famille. Cette réduction du taux de mortalité se traduit par des possibilités économiques accrues.

Selon les Nations Unies, la proportion de personnes vivant dans l'extrême pauvreté est passée de 47 % de la population mondiale à 22 % entre 1990 et 2010.<sup>11</sup> Bien qu'il soit impossible de quantifier exactement la part qui est le résultat de l'aide au développement, la coopération internationale a certainement joué un rôle important.

Dans des domaines tels que le développement démocratique et la gouvernance, lier le progrès à des interventions financées par l'aide est plus difficile. Il y a eu une augmentation du nombre de pays dotés de système politique démocratique au courant des trois dernières décennies, mais quelle partie est due à l'impact de l'aide est difficile à évaluer. Cependant, l'opinion publique au sein des pays donateurs est trop souvent influencée par la couverture médiatique qui met l'accent sur l'instabilité et les conflits dans les pays en voie de développement, si l'on prend les exemples du Mali, de l'Afghanistan, du Soudan et du Honduras. Un élément qui passe au contraire souvent inaperçu est l'évolution vers des systèmes démocratiques multipartites au Mozambique, au Ghana, au Sénégal, en Sierra Leone, en Bolivie et en Haïti même si, dans ce dernier cas, la démocratie est toujours en train de s'instaurer et n'est pas assurée.

#### **D. Quelles sont les formes que peut prendre l'aide ?**

##### **L'aide bilatérale**

L'aide bilatérale est l'aide au développement fournie par les pays donateurs aux gouvernements des pays récipiendaires et prend souvent la forme de subventions pour soutenir des programmes sectoriels ou

thématiques au sein des stratégies de développement du partenaire bénéficiaire. Les pays donateurs allouent donc des fonds pour des programmes et des projets dans le domaine de la santé, l'éducation, le transport, l'énergie, l'agriculture et l'environnement, le genre et la gouvernance – pour ne nommer que quelques-uns des domaines considérés comme étant clés au développement. En plus de soutenir l'infrastructure de briques et de ciment, l'aide bilatérale finance souvent une assistance ou une coopération technique pour renforcer les capacités des pays récipiendaires.

L'aide bilatérale est offerte sous la forme de dons ou de prêts. À l'origine, l'aide bilatérale tendait à être octroyée sous la forme de prêts qui, même à des conditions très concessionnelles (souples), ont conduit à des niveaux élevés d'endettement dans de nombreux pays en voie de développement. Des programmes spéciaux d'allègement de la dette ont été mis en place pour les pays les moins développés et à faible revenu dans les années 1990 et 2000 pour atténuer le problème. Certains pays donateurs préconisent désormais une plus grande utilisation de prêts pour les pays à revenu moyen avec de grandes populations en situation d'extrême pauvreté et même pour les pays à faible revenu.

Des efforts ont été récemment faits pour se concentrer sur ce que l'on appelle le « noyau » de l'aide auquel il a parfois été donné le nom d'« aide programmable par pays », qui est la partie du programme d'un pays donateur sur laquelle les pays partenaires bénéficiaires exercent un contrôle important, puisqu'il est beaucoup plus représentatif du flux réel allant au pays récipiendaire de l'aide. Celle-ci est de l'aide qui est effectivement transférée au pays en voie de développement, plutôt que d'être utilisée par le pays donateur pour acheter des biens et des services à l'étranger qui sont ensuite envoyés au partenaire.

##### **L'aide multilatérale**

L'aide multilatérale est délivrée par une large panoplie d'organisations internationales soutenues par les gouvernements membres. Les ressources financières accordées à ces organisations sont considérées de l'APD multilatérale si elles sont mises en commun (elles perdent leur identité et deviennent partie intégrante des actifs financiers de l'institution) et sont dépensés à la

discrétion de l'institution. Les institutions multilatérales les plus connues sont la Banque mondiale et les banques régionales de développement pour l'Amérique latine, l'Asie et l'Afrique ainsi que les agences des Nations Unies telles que le PNUD, l'UNICEF, ONU Femmes, l'OMS et la FAO et le PAM. L'« univers » des institutions multilatérales est très large où les mandats des organisations varient en allant du très général aux sujets très spécifiques. Certaines organisations multilatérales dirigent seulement une partie de leurs activités à des travaux de développement, telles que l'Organisation internationale du travail.

Au cours des dernières années, une nouvelle dimension de l'aide multilatérale a vu le jour sous la forme de fonds indépendants ciblés sur un problème ou une maladie tels que la GAVI Alliance (anciennement connue sous le nom d'Alliance Globale pour les Vaccins et l'Immunisation) et le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Ces fonds mettent en commun les contributions financières des pays donateurs afin d'offrir des programmes ciblés d'aide en partenariat avec les pays en voie de développement.

### **L'aide non gouvernementale**

Les organisations de la société civile, ou organisations non gouvernementales (ONG), lèvent des fonds par leurs propres moyens (d'individus, de fondations ou d'entités privées qui ne comptent pas dans l'APD) et reçoivent également des fonds de l'APD des pays donateurs pour mettre en œuvre des programmes et projets de développement. Les ONG sont souvent considérées comme étant plus efficaces pour effectuer du travail au niveau local. Les ONG ont également joué un rôle important de plaidoyer pour une plus grande et une meilleure aide, ainsi que pour de meilleures politiques et un meilleur comportement en matière de développement, en particulier sur des questions telles que le genre, les droits humains et la gouvernance. Les partenaires de ces ONG sont généralement des organisations de la société civile dans les pays en voie de développement. Certaines ONG obtiennent des contrats des agences d'aide bilatérale des pays donateurs ou des organisations internationales pour réaliser des projets au nom de ceux-ci, se comportant ainsi comme

un entrepreneur du secteur privé en dépit de leur caractère à but non lucratif. Les relations entre les ONG du pays donateur (Nord) et leurs partenaires dans les pays bénéficiaires (Sud) se sont transformées au courant de ces dernières années au fur et à mesure que les ONG du Sud ont développé une plus grande capacité à planifier et à offrir elles-mêmes des programmes.

### **L'aide humanitaire**

Cette forme d'APD est celle qui a la plus grande visibilité, en grande partie grâce à l'attention des médias lorsqu'une aide d'urgence majeure est organisée en réponse à un ouragan, un tremblement de terre, un tsunami ou à des inondations. Elle constitue cependant dans la plupart des années seulement 7 à 10 % des dépenses d'APD. Les crises qui touchent souvent plus de personnes, mais de façon moins visible, sont les soi-disant crises humanitaires à évolution lente comme les famines dues à la sécheresse. L'aide humanitaire est destinée à répondre aux besoins en matière de nourriture, abri, santé, d'eau et d'assainissement des populations touchées par des situations d'urgence. Dans les situations de conflit, l'aide humanitaire peut inclure des efforts pour protéger les personnes vulnérables contre les attaques des combattants. Malgré la tendance des médias à se référer à cette forme d'assistance comme étant de l'aide, l'assistance humanitaire est spécialement conçue pour aider les bénéficiaires à survivre aux crises. L'un des défis constants pour les spécialistes du domaine de l'humanitaire est de savoir comment gérer la transition vers le redressement et le développement à long terme.

---

***L'assistance humanitaire est différente de l'aide au développement. Elle est spécialement conçue pour aider les pays bénéficiaires à survivre à des crises***

---

Dépendamment de la nature de la crise, l'assistance humanitaire peut effectivement être fournie pour des périodes de temps considérables, comme on le voit souvent dans les cas où il y a un grand nombre de réfugiés à la suite d'une situation d'urgence ou lorsque le redressement et la reconstruction sont ralentis ou bloqués à cause d'un conflit armé. Les acteurs en premier plan dans le milieu de l'aide humanitaire comprennent le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, le Bureau du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, le Programme alimentaire mondial des Nations Unies, l'UNICEF ainsi que les grandes ONG internationales comme CARE, Vision mondiale et Oxfam. Lorsque l'attention médiatique est focalisée sur les crises humanitaires de grande ampleur qui touchent beaucoup de personnes, plusieurs organisations et ONG inexpérimentées répondent, ce qui peut compliquer les efforts de coordination et ignorer les bonnes pratiques et les principes établis d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance.

### E. Qui fournit l'aide au développement ?

Pendant de nombreuses années, les principaux fournisseurs d'aide étaient les économies de marché des pays développés de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE). Regroupés sous le Comité d'aide au développement (CAD), ces pays, dont le Canada, ont adopté des normes et des définitions de ce qui peut être considéré comme étant de l'APD. Ces pays travaillent ensemble pour élaborer des lignes directrices de bonnes pratiques en matière d'APD, évaluent les programmes des autres pays membres et soumettent un rapport annuel sur les volumes d'APD et sa répartition géographique.

Certains pays non membres de l'OCDE utilisent la **définition de l'aide** du CAD dans la comptabilisation de leur assistance. D'autres pays identifient leur aide financière comme étant de l'APD même si dans les faits elle ne répond pas à la définition de l'APD, lorsque les détails des transactions sont connus. Les bailleurs de fonds tels que la Chine et l'Inde, et dans une moindre mesure le Brésil, ont tendance à faire des prêts aux pays en voie de développement qui, même si les termes ne sont pas aussi rigoureux que ceux du financement

commercial, n'ont pas le caractère concessionnel jugé nécessaire pour être comptabilisé comme étant de l'APD. Ces pays incluent souvent aussi des dépenses en matière de commerce et d'investissement dans leurs chiffres de l'aide. Certains pays donateurs connus pour être actifs dans certaines régions choisissent généralement de ne pas déclarer les montants et les détails de leurs opérations d'assistance, ce qui est le cas par exemple des fonds et des banques de développement des pays arabes.

### F. Quels sont les grands enjeux ?

#### La pauvreté extrême

Un enjeu majeur de discussion parmi les praticiens et les analystes de l'aide est mettre fin à l'extrême pauvreté d'ici à 2030. L'extrême pauvreté est actuellement définie comme étant un revenu inférieur à 1,90 dollar américain par jour (voir la note 11 à la fin du document). Pour qu'ils soient durables, les efforts devront s'adresser aux questions liées à la nutrition suffisante, la santé de base, l'éducation, l'eau et l'assainissement, ainsi que le logement. En 2010, plus de 400 millions de personnes vivaient dans l'extrême pauvreté en Afrique subsaharienne et probablement plus que cela en Chine et en Inde.<sup>12</sup> Maintenir ces personnes au-dessus du niveau de revenu de 1,90 \$ par jour signifiera les laisser tout de même très vulnérables aux chocs qui peuvent prendre la forme de tempêtes, d'inondations, de sécheresses et de changements dans le prix des aliments qu'ils achètent et des produits qu'ils vendent.

#### L'efficacité de l'aide

Durant la dernière décennie, les acteurs œuvrant dans le domaine de l'aide ont accordé beaucoup d'attention à la question de l'efficacité de la coopération en matière de développement. Ce ne se réfère pas au *type* d'aide, mais plutôt à la *manière* dont l'aide est organisée. Depuis le siège social de l'OCDE en 2003, en passant par la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide (2005), le Programme d'action d'Accra (2008), le Partenariat de Busan pour une coopération efficace au service du développement (2011) et la réunion ministérielle dans la ville de Mexico (2014), les pays donateurs et les pays bénéficiaires ont travaillé sur des mesures conjointes pour s'assurer que les flux d'aide

aient le plus grand impact possible. Les principaux domaines prioritaires sont l'appropriation par le pays récipiendaire de l'aide, l'alignement sur les stratégies locales, l'harmonisation des pratiques des pays donateurs, la responsabilité mutuelle et la gestion axée sur les résultats. Les progrès ont toutefois été inégaux et en dessous des niveaux auxquels se sont engagés les pays donateurs en particulier.

La réussite signifiera d'importants changements et l'amélioration du comportement des pays donateurs, ce qui semble beaucoup plus difficile à réaliser que prévu initialement en 2005. Un des enjeux clés se situe au niveau d'une plus grande clarté et rapidité dans la publication des données par les bailleurs de fonds – que l'on qualifie parfois de « publiez ce que vous financez ». En outre, les pays donateurs émergents du monde en voie de développement se méfient de l'adoption d'un ordre du jour dans lequel ils ont eu peu ou pas d'influence. Les progrès à venir dépendent si le dialogue entre les principaux acteurs, y compris les pays bénéficiaires de l'aide, continue et offre à tous les participants le sentiment de répondre à leurs préoccupations.

### **Les États fragiles**

Au courant des dernières années, un certain nombre de pays donateurs ont reconnu que les États fragiles – des pays où le gouvernement a une capacité limitée de fournir des services à la population et où l'État de droit n'est pas toujours appliqué de manière consistante ou effective, possiblement en raison d'un conflit – nécessitent des approches particulières qui prennent en considération les difficultés de travailler dans ces environnements. Des preuves abondent sur les risques résultant d'ignorer les États fragiles (par exemple la République centrafricaine, la République démocratique du Congo et la Somalie) à mesure que les problèmes contribuant à leur fragilité débordent les frontières nationales et peuvent entraîner l'instabilité et des revers au niveau du développement dans les pays voisins. Une coopération efficace en matière de développement dans les États fragiles nécessite une coordination minutieuse et la participation de tous les organismes et acteurs extérieurs, ce qui n'est pas un résultat facile à obtenir en l'absence d'un parti externe disposé à fournir le leadership et la responsabilisation.

### **Les partenariats**

Des partenariats équilibrés sont essentiels au succès des relations en matière de coopération au développement. L'histoire de l'aide est marquée par la nature inégale des relations entre les pays donateurs et les pays bénéficiaires, où les premiers détiennent une grande partie du pouvoir et du contrôle, ce qui se traduit par un manque de transparence et de responsabilité au sein de ces rapports. Comme indiqué précédemment, l'initiative en ce qui concerne l'efficacité de l'aide depuis 2003, ainsi que les OMD et le Programme de développement durable à l'horizon 2030 visent à renforcer la dimension partenariale des rapports Nord-Sud. Trop de pays donateurs abordent encore la coopération au développement comme une activité caritative plutôt qu'un partenariat d'égal à égal. Une aide au développement réussie est une contribution opportune qui a un rôle catalyseur dans la transformation des économies et des sociétés des pays bénéficiaires.

### **G. Au-delà de l'aide au développement**

Des politiques des pays donateurs qui ne sont pas centrées sur l'aide au développement peuvent avoir un impact majeur sur les pays en voie de développement. La cohérence des politiques pour le développement vise à garantir que les politiques et les programmes en matière de coopération au développement des pays donateurs ne soient pas compromis par d'autres politiques et que ces dernières soutiennent la coopération au développement et le développement des pays récipiendaires de l'aide lorsqu'il en est possible. Des politiques autres que l'aide dans des domaines tels que le commerce, l'investissement, l'environnement, la sécurité, la migration, l'agriculture et la pêche peuvent avoir des effets négatifs sur les pays en voie de développement qui dépassent complètement la valeur des transferts de la coopération au développement.

La cohérence des politiques pour le développement peut s'avérer difficile puisqu'elle implique des compromis au sein du pays donateur qui peuvent générer des coûts politiques difficiles, comme dans le cas de la suppression des mesures de protection commerciale. Dans certains pays donateurs, dont le

Canada, le terme « pangouvernemental » est utilisé pour indiquer comment la cohérence des politiques est abordée, mais il n'y a pas beaucoup de preuves comme quoi ce n'est autre chose que la coordination des politiques, un exercice opérationnel au mieux.

---

### **Les politiques autres que l'aide des pays donateurs peuvent avoir un impact majeur sur les pays en voie de développement**

---

### **H. Que faire maintenant ?**

Le Secrétariat des Nations Unies a mené le processus de suivi des Objectifs du Millénaire pour le développement de 2000, connu sous le nom de Programme de développement durable à l'horizon 2030 (ODD).<sup>13</sup> Un élément majeur lors des discussions sur le sujet a été de définir la population cible prioritaire, c'est-à-dire les plus pauvres des pauvres. Bien qu'il existe de nombreux pays pauvres en Afrique subsaharienne, le nombre le plus élevé de personnes les plus pauvres vit en Chine et en Inde, qui sont classés comme étant des pays à revenu intermédiaire. Un autre domaine conflictuel dans le débat sur les ODD concerne le rôle à accorder au secteur privé dans les programmes d'aide au développement.

### NOTES

<sup>1</sup> OCDE, « Development aid rises again in 2015, spending on refugees doubles », 13 avril 2016, [www.oecd.org/dac/development-aid-rises-again-in-2015-spending-on-refugees-doubles.htm](http://www.oecd.org/dac/development-aid-rises-again-in-2015-spending-on-refugees-doubles.htm).

<sup>2</sup> OCDE, « Official development assistance – definition and coverage », [www.oecd.org/dac/stats/officialdevelopment-assistancedefinitionandcoverage.htm](http://www.oecd.org/dac/stats/officialdevelopment-assistancedefinitionandcoverage.htm).

<sup>3</sup> Amartya Sen, *Development as Freedom* (New York, Oxford University Press, 1999).

<sup>4</sup> Development Initiatives, *Investments to End Poverty*, Bristol, 2013.

<sup>5</sup> OCDE, « Aid to developing countries rebounds in 2013 to reach an all-time high », 8 avril 2014, [www.oecd.org/newsroom/aid-to-developing-countries-rebounds-in-2013-to-reach-an-all-time-high.htm](http://www.oecd.org/newsroom/aid-to-developing-countries-rebounds-in-2013-to-reach-an-all-time-high.htm).

<sup>6</sup> Banque mondiale, *Migration and Remittances Factbook 2016*, p. 40, <http://go.worldbank.org/QGUCPIJOR0>.

<sup>7</sup> *Ibid.*, p. 29.

<sup>8</sup> Nations Unies, [www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=47029](http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=47029), et Development Initiatives, *Investments to End Poverty*, Bristol, 2013, p. 140.

<sup>9</sup> CNUCED, « Contrairement à la tendance mondiale pour 2012, l'investissement direct étranger vers l'Afrique augmente », 26 juin 2013, <http://unctad.org/fr/pages/PressRelease.aspx?OriginalVersionID=136>.

<sup>10</sup> Banque mondiale « 2.21 World Development Indicators: Mortality », <http://wdi.worldbank.org/table/2.21>.

<sup>11</sup> Nations Unies, *Millennium Progress Report 2013*, New York. La référence pour calculer l'extrême pauvreté a été fixée à 1,00 \$ US par jour en 2000. Elle a été réajustée à 1,25 \$ en 2008 et à 1,90 \$ en 2015.

<sup>12</sup> Development Initiatives, *Investments to End Poverty*, Bristol, 2013.

<sup>13</sup> Pour plus d'informations sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030, voir <https://sustainabledevelopment.un.org/sdgs>.